

Berne, mars 2009
2006-02-28/294

auteur: [Cahina Hadj-Djilani Vock](#)

Roumanie



1 Informations générales¹

Surface	238'391 km ² (Suisse : 41'290 km ²)
Capitale	Bucarest
Population	21.5 (juillet 2008)
Taux de croissance de la population	-0.2 % (2005)
Chef d'Etat	Traian Basescu
Premier Ministre	Emil Boc
Ministre des Affaires Etrangères	Cristian Diaconescu
Ministre de l'Economie	Adriean Videanu
Ministre des Finances	Gheorghe Pogea
Ministre des PME et du Commerce	Constantin Niță
Colonie suisse : 369	Immigrés en Suisse : 3'714

1.1 Principales données économiques²

	2007	2008 ^{est}	2009 ^{proj}	2010 ^{proj}
PIB (mia USD)	166	196.3	148.5	161.3
PIB / habitant (USD at PPP)	11,430	12,755	12,739	13,216
Croissance (en % PIB)	6.0	7.7	-1.8	3.1
Taux d'inflation (% annuel)	4.8	7.8	6.0	4.1
Taux de chômage (% annuel)	4.1	4.4	7.6	5.9
Solde budgétaire (% PIB)	-2.3	-4.8	-2.4	-2.0
Solde balance courante (en % PIB)	-13.9	-12.6	-10.9	-9.7
Dette extérieure* (% PIB)	48.5	49.4	49.7	na
Dette publique (% PIB)	12.6	14.1	15.4	15.9

¹ Sources : DFAE & http://www.gov.ro/cabinet_c57l3p1.html

² Sources : [IMF](#) : (Oct 2007) - EIU janvier 2008

1.2 Commerce extérieur (2007)³

Exportations	29'402 mio €	Importations	50'993 mio €
<i>Dont :</i>		<i>Dont :</i>	
1. Italie	18 %	1. Allemagne	15 %
2. Allemagne	17 %	2. Italie	15 %
3. France	8 %	3. Hongrie	8 %
4. Turquie	16 %	4. Russie	7 %
4. France	7.5 %	4. France	6.5 %
...		...	
27. Suisse	< 1 %	23. Suisse	1 %

1.3 Situation économique⁴**Structure économique**

Sur une population active estimée entre 9.2 - 9.7 mio entre 2002 et 2007, on estime que 1-2 millions de Roumains travaillent à l'étranger, essentiellement en Italie, Espagne, Allemagne et Hongrie. Sur cette même période, le secteur agricole occupe 30 % de la population active (16 % PIB), les services (hôtellerie, restauration, commerce, etc.) 40 % (50 % PIB) ; le pourcentage occupé dans l'industrie (34 % PIB) est de 25 % et de 5.5 % dans le dynamique secteur de la construction. Si la situation de l'emploi a connu une très nette amélioration ces dernières années (4.1 % en décembre 2007), la situation est très contrastée selon les régions ; lors de l'entrée de la Roumanie dans l'UE est apparu un nouveau problème, à savoir la carence en main d'œuvre (entre 0.2 et 1 mio d'emplois selon les sources). Les salaires dans le secteur de la construction étaient comparables à fin 2008 à ceux de l'Espagne ou de l'Italie.

Politique économique

Après l'entrée de la Roumanie dans l'UE, le rythme des réformes s'est quelque peu essoufflé. Alors qu'en 2006-2007 les recettes issues de privatisations exceptionnelles et le flux élevé d'investissements étrangers autorisaient le gouvernement à poursuivre une politique favorisant l'emploi, des salaires à la hausse et diverses dépenses sociales, l'année 2008 a suivi le même schéma mais pour des raisons plus électoralistes. Selon le FMI et EIU, les imprudences en matière de politique fiscale et budgétaire ont rendu l'économie roumaine plus vulnérable aux chocs exogènes, et contribué à accroître les déséquilibres que la crise financière internationale a provoqués par l'érosion de la confiance des investisseurs. Comme il a dû solliciter l'aide de l'UE et du FMI, le nouveau gouvernement est donc forcé de mener une politique d'austérité (réduction des augmentations des salaires du secteur public et des retraites, accroissement des taxes, restrictions des dépenses publiques, etc.) que sa composition politique peine à adopter ; d'où certaines confusions et certaines contradictions. Ainsi en 2009, le déficit budgétaire visé est de 2 % du PIB (contre 5.2 % en 2008), mais ce déficit table sur une croissance de 2.5 % alors que le FMI prévoit une croissance 2009 négative.

La Banque nationale roumaine (BNR) avait mené en 2007 et 2008 une politique monétaire anti-inflationniste par la restriction du crédit. En février 2009, elle a légèrement retourné sa politique des taux directeurs afin de rendre à nouveau une certaine fluidité au secteur bancaire ; son objectif est aussi un taux d'inflation 2009 à 4.5 % et 3.2 % pour 2010. La BNR continue à soutenir la monnaie nationale déjà très attaquée en automne 2008, et qui

³ Sources : Rapport économique de l'ambassade Suisse à Bucarest : Avril 2008 – INSSEE 2008

⁴ Sources : Economist Intelligence Unit (EIU), février 2009 – IMF, mars 2009

péjore la situation des banques privées dont les dettes sont libellées en devises, celles des entreprises et surtout celle des ménages.

En 2007, la Roumanie n'a été capable d'absorber que 21.7 % de l'allocation budgétaire UE de 2.03 mia €, et seulement 42 % de l'allocation des fonds structurels et de cohésion de 1.28 mia €. Elle a par contre dû contribuer au budget de l'UE à raison de 0.36 % de son PIB. En 2008, alors que l'allocation budgétaire était de 2.9 mia € (2.2 % PIB), on estime que ce taux devrait s'élever à 1.5 %. Entre 2009 et 2011, la Roumanie devrait recevoir des allocations équivalant à 1.7 % de son PIB, soit 4.5 mia € en 2011 avec 100 % de capacité d'absorption. La Roumanie compte entrer dans la zone euro et appliquer l'accord Schengen vers 2012-2014.

Conjoncture

En décembre 2008, la production industrielle a connu une chute vertigineuse dans plusieurs secteurs (métallurgie, équipements électriques et de transports, textiles) en raison de la chute des exportations. De même, à partir du dernier trimestre 2008, la demande domestique s'est affaïssée (difficultés d'accès au crédit et chute des augmentations de salaires). Selon un rapport intermédiaire de la Commission de l'UE de février 2009, la situation macroéconomique roumaine est moins stable que dans d'autres membres, en raison du taux d'inflation prévu pour 2009 à 5.7 % (1% zone euro), et du déficit courant dépassant largement celui de l'UE-27. La réduction des flux d'investissements étrangers et des revenus des travailleurs émigrés dans des pays où sévit la crise (construction en Espagne !) n'épongera donc pas ou peu en 2009 ce déficit comme en 2007.

Le taux de croissance en 2008 s'est élevé à environ 8 % en moyenne annuelle. En dépit d'une forte contraction prévue pour 2009 entre -1 et 1 % , EIU voit la croissance reprendre en 2010 à 2.5 %. Comme la Slovaquie et la République tchèque, on estime que la Roumanie sera capable de maintenir la croissance de la formation de capitaux fixes (équipements) et aussi son niveau d'emploi avant une augmentation de ce dernier en 2010.

1.4 Appartenance à des organisations internationales

Organisation internationales : [UNO](#) (1955), [WTO](#) (1995), [IMF](#) (1972), [Weltbank](#) (1972)

Organisations régionales : [ECE/UNO](#) (Wirtschaftskommission der UNO für Europa), [CEFTA](#), [OSZE](#) (1973), [Europarat](#) (1993), [Schwarzmeerkoooperation](#), [Stabilitätspakt](#) (1999)

2 Relations économiques bilatérales

2.1 Accords commerciaux (liste non exhaustive)

- [Accords bilatéraux Suisse-UE](#) à savoir :
 - l'accord de libre-échange de 1972
 - l'accord sur les assurances de 1989
 - les Accords bilatéraux I de 1999
 - les Accords bilatéraux II de 2004
- [Accord de protection et de promotion des investissements](#) en vigueur depuis : 30.7.1994
- [Convention en vue d'éviter les doubles impositions](#) en vigueur depuis le 27.12.1994

2.2 Echanges commerciaux

Après un recul marqué en 2007, les produits pharmaceutiques ont repris leur ampleur traditionnelle comme poste majeur des exportations suisses à destination de la Roumanie (55 % en 2006).

2.2.1 Evolution des échanges

	Exportation (mio CHF)	<i>Changement annuel (%)</i>	Importation (mio CHF)	<i>Changement annuel (%)</i>	Solde (Mio. CHF)
2000	252	41	89	24	163
2001	290	15	97	9	193
2002	244	-16	107	10	137
2003	305	25	142	33	163
2004	464	52	155	9	309
2005	594	27	245	37	302
2006	821	38	209	- 15	612
2007	732	-10.8	251	+ 20.3	481
2008	933	28	222	-12	711

2.2.2 Répartition par produit

Exportations	2008 (en % du total)	2007 (en % du total)
1. Produits pharmaceutiques	42	29
2. Machines et appareils	20	28
3. Véhicules	5	2
4. Instruments de précision	4	7

Importations	2008 (en % du total)	2007 (en % du total)
1. Machines	32	28
2. Meubles	15	13
3. Textile et chaussure	18	22
4. Véhicules	12	17

2.2.3 Assurance suisse contre les risques à l'exportation (SERV)⁵

Classe de risque: 3⁶

La SERV n'offre pas de couverture du risque pour des contrats à court-terme aux pays de l'Union Européenne. Par contre, elle couvre les risques à moyen et long terme sous réserve de certaines conditions.

2.3 Investissements directs

Selon l'Office national de registre du commerce⁷ et notamment grâce à la poursuite de juteuses privatisations, les investissements directs étrangers cumulés atteignent 17.74 mia € fin 2007, 15.3 mia € fin 2006, contre 13 mia € à fin 2005. Premier investisseur en stock cumulés, les Pays-Bas avec 3.3 mia € (Mittal Steel Holding), l'Autriche (2.3 mia € - rachat de Petrom par ÖMV), la France (1.86 mia € - Renault-Dacia), l'Allemagne (1.75 mia €) et l'Italie (0.9 mia €).

2.3.1 Investissements suisses

En 12^{ème} position, selon cet office roumain, la Suisse totalise fin 2007 des investissements directs pour 454 mio €, soit 2.6 % du total. Cependant que selon la Banque Nationale Suisse, les investissements directs suisses cumulés totaliseraient plus de 1.3 mia CHF à fin 2006 et 1.6 mia CHF à fin 2007. Il s'agirait de 120 sociétés⁸, notamment de PME/PMI actives dans les domaines suivants : assurances, information et presse, pharmacie, chimie, agro-alimentaire, industrie mécanique et électrique, construction, textiles, etc. et selon la Banque nationale suisse, occupent un effectif de plus de 10'000 employés.

2.3.2 Investissements roumains

La Banque nationale suisse ne détaille pas les investissements directs étrangers en Suisse en provenance de Roumanie.

2.4 Coopération bilatérale à la transition

La contribution de la Suisse à la coopération à la transition en faveur de la Roumanie s'est élevé à plus de 163 mio CHF entre 1990 et 2007. En plus, en début de sa transition vers une économie de marché, la Suisse avait soutenu la Roumanie avec une aide à la balance des paiements d'environ 140 mio CHF. Pour l'année 2008, des engagements de CHF 2.88 mio ont été planifiés.

La Suisse a axé son programme dans trois secteurs :

- **Le soutien au développement des petites et moyennes entreprises (PME)** : ceci par des projets d'accès au financement via deux fonds de capital risque (SIFEM), de programmes de formation, de conseil, de micro-crédits dans le secteur agricole et à l'exportation ou de promotion et de formation comme **ITC** (International Trade Center) de l'OMC/CNUCED.
- **La promotion du commerce** : Le projet de partenariat ITC (CHF 1.4 mio 2007-2008) : consiste en la mise sur pied d'une stratégie nationale d'exportation pour 4 secteurs (software, agri-bio, meubles en bois et textiles), le développement des capacités à l'exportation pour améliorer la compétitivité des entreprises de ces secteurs, puis

⁵ [Schweizerischer Exportrisikoversicherung](#)

⁶ Les classes de risques s'étendent du niveau 1 (risque le plus bas) au niveau 7 (risque maximal).

⁷ [Oficiul National al Registrului Comertului](#).

⁸ Source : Rapport économique de l'ambassade avril 2008 -

l'établissement d'un « Trade Information Portal ». Ces projets devraient se terminer à la fin 2008 et durant cette année, l'orientation se fait principalement sur la poursuite du soutien à la mise en œuvre de la stratégie nationale à l'exportation et au développement du portail d'information.

Le SECO soutient, en collaboration avec l'institut de recherche de l'agriculture biologique (FiBL), l'entreprise de certification Ecoinspect. Le but du projet (CHF 0.7 Mio; 2004 – 2008) est que les certificats de production biologique établis par Econinspect soient reconnus internationalement.

- **Le soutien au secteur de la santé** : après l'achèvement de projets dans le domaine de la néonatalogie et de la médecine d'urgence, la Suisse continue de collaborer étroitement avec ses partenaires roumains à la réforme du système de la santé. Par exemple, l'effet s'en est déjà ressenti au niveau de la médecine familiale dans les régions comme l'accès aux services médicaux dans ces deux secteurs.
- **Soutien aux infrastructures dans les domaines de l'énergie et des transports** : en voie d'achèvement : la livraison d'au moins 13 trams de la ville de Berne pour la ville de Iasi (2003-2009/2010, 1.7 mio CHF), deux projets de chauffage à distance que la Suisse co-finance avec la BERD : pour Bucarest (CH : 11.5 mio CHF, 2003-2010) et pour Iasi (CHF 10.8 mio, 2006-2009/2010).

En raison de l'adhésion de la Roumanie à l'UE, le programme suisse de coopération à la transition s'est formellement achevé à fin 2007. Les projets en cours seront terminés selon les termes de leurs contrats respectifs. **Il n'y aura donc plus de nouvel engagement et le Bureau de coordination suisse à Bucarest est fermé depuis mai 2008.**

Avant que la [contribution de la Suisse à l'élargissement](#) en faveur de la Bulgarie et de la Roumanie puisse entrer en vigueur, il est nécessaire que le crédit cadre correspondant soit approuvé par le Parlement et que des accords bilatéraux aient été signés avec ces deux pays.

2.5 Dernières visites

November	1997	Treffen der Präsidenten Koller und Constantinescu in Hanoi
Dezember	1997	Aussenminister Severin in Bern
Februar	1999	Bundesrat Cotti in Bukarest
September	1999	Treffen zwischen BP Dreifuss und Präsident Constantinescu
Juli	2000	Treffen von BR Deiss mit AM Petre Roman in Crans-Montana
März	2001	Offizieller Arbeitsbesuch von AM Mircea Geoana in Bern
Juni	2001	Treffen von BR Couchepin mit Präsident Iliescu in Crans-Montana
März	2002	Arbeitsbesuch Staatssekretär von Däniken in Bukarest
Mai	2002	Arbeitsbesuch von BR Couchepin in Bukarest
Oktober	2002	Besuch von Ständeratspräsident Cottier in Bukarest
Dezember	2003	Offizieller Arbeitsbesuch des rumänischen Präsidenten Ion Iliescu in Bern
Oktober	2005	Offizieller Arbeitsbesuch von BR Blocher in Bukarest
Juni	2006	Offizieller Arbeitsbesuch von BR Calmy-Rey in Bukarest
September	2006	Offizieller Besuch von BP Leuenberger in Bukarest (Frankophonie)
Décembre	2007	Visite officielle du Président Basescu à Berne chez CF Calmy Rey et entrevue avec CF Leuthard
Juin	2008	Rencontre entre CF Leuthard et le Ministre de l'Economie et des Finances V. Vosganian durant l'Eurofoot (9 juin 2008)
Septembre	2008	Visite officielle CF Doris Leuthard à Bucarest (8-9.09.08) et rencontre avec Ministre Economie & Finances V. Vosganian, Travaux Publics L.Borbely, Commerce et PME, O.Silaghi, ONG Roms (CRISS)

3 Adresses

3.1 Représentations officielles

Ambassade suisse en Roumanie

Strada Pitar Mos 12
 RO-70152 Bukarest 1
 Tel: 00 4021 307 92 47
 00 4021 307 92 51
 00 4021 307 92 55
 Fax: 00 4021 210 03 24
 E-mail: vertretung@buc.rep.admin.ch
 Web: <http://www.eda.admin.ch/bucarest>

Bureau de coordination (*jusqu'au 30 mars 2008*):

Ambassade suisse à Bucarest
 Tel: 00 401/210 52 49
 00 401/210 53 07
 Fax: 00 401/211 21 75
 E-mail: bucharest@sd.c.net

Ambassade roumaine à Berne

Kirchenfeldstrasse 78
 3005 Bern
 Tel: 031 352 35 22
 031 352 53 00
 Fax: 031 352 64 55
 E-mail: roumanie.amb@befree.ch
 Web: <http://roembassy-berne.ew.ro>

3.2 Liens utiles

http://www.osec.ch	Osec Business Network Switzerland
http://www.sec-chamber.ch/	HANDELSKAMMER SCHWEIZ – MITTELEUROPA
http://www.gov.ro	Government of Romania
http://www.minind.ro	Ministry of Economy and Finance
http://www.mae.ro	Ministry for Foreign Affairs
http://www.mfinante.ro/	Ministry of Finance
http://www.just.ro	Ministry of Justice
http://www.arisinvest.ro/	Romanian Agency for Foreign Investments
http://www.onrc.ro	National Office of Trade Register
http://www.investromania.ro/	Invest Romania, Business News
http://www.bnro.ro/def_en.htm	National Bank of Romania
http://www.ccir.ro/	Chamber of Commerce and Industry of Romania
http://www.arb.ro	Romanian Banking Association

<http://www.mimmc.ro>

<http://www.insse.ro>

<http://www.aboutromania.com>

National Agency for SMEs and Cooperat.

National Institute of Statistics

Links zu verschiedenen rumänischen Institutionen